

Suivi Hebdomadaire

Perspectives Économiques et Financières

3 février 2020

Rédacteurs

Gestion
Recherche Economique

Mais qu'ont fait les Européens ?

Nous évoquions la semaine dernière le suivi des mouvements d'allocation des investisseurs à travers l'analyse des flux de collecte, en présentant les choix des investisseurs américains. Revenons aujourd'hui sur les flux des Européens en 2019 qui présentent de nombreuses similarités avec les Américains mais aussi quelques spécificités liées à un environnement de marché différent.

En effet, tout comme sur le droit américain, les fonds investis sur les actifs obligataires bénéficient d'importantes souscriptions nettes de +278 Mds €. Ces flux alimentent l'ensemble des segments obligataires de droit européen : la catégorie d'obligations internationales pour la moitié des souscriptions à +126 Mds €, l'Europe avec +59 Mds € et les obligations américaines avec +34 Mds €. La recherche de rendement des investisseurs européens s'illustrent avec des souscriptions importantes sur les fonds à haut rendement (+19 Mds €) et sur les obligations émergentes (+39 Mds €), alors que ces dernières font l'objet de rachats de -2 Mds \$ de la part des investisseurs américains, comme nous l'avons vu dans le précédent suivi hebdomadaire.

Sur les actions, nous notons une similitude marquante : les rachats sur les actions domestiques, de -73 Mds\$ pour les Américains et de -74 Mds € pour les Européens. Cependant, ces rachats sont compensés, uniquement en Europe, par des souscriptions sur les fonds actions de la catégorie « Monde », qui collectent +81 Mds €. Sur les autres catégories actions, les investisseurs européens souscrivent légèrement des actions américaines pour +1 Md €, mais rachètent les émergents (-7 Mds €) et le Japon (-2 Mds €). Le phénomène d'arbitrage entre gestion active et passive, déjà commenté la semaine dernière, se matérialise sur toutes les places financières. Ainsi pour les Européens, le montant de -46 Mds € de rachats des fonds actions de gestion active correspond exactement au montant des souscriptions sur les fonds de gestion passive.

Sur les autres classes d'actifs, les fonds diversifiés profitent d'un intérêt dans des marchés en hausse et collectent +23 Mds €. A l'inverse, les fonds alternatifs sont rachetés pour -48 Mds €, après avoir déçu sur leurs performances en 2018. Les fonds monétaires collectent +66 Mds €, leurs encours atteignent ainsi un nouveau record à près de 1 300 Mds €, traduction là-encore de l'existence d'un manque de confiance des intervenants.



[Écoutez le podcast](#)

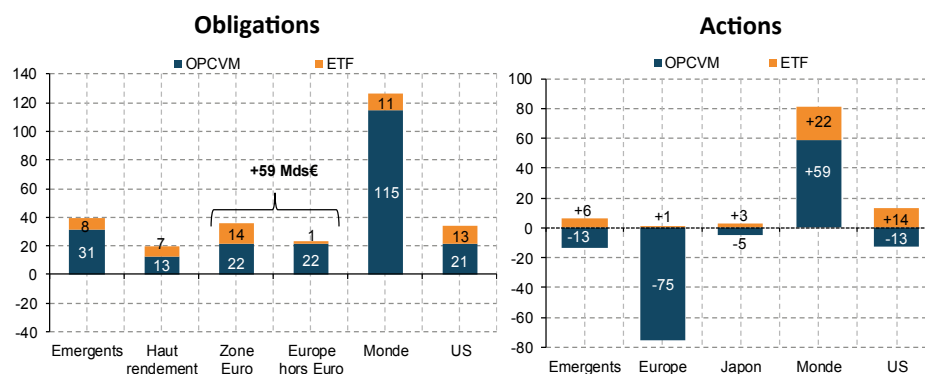
Sommaire

Suivi des marchés p2
 Marchés obligataires
 Marchés des changes
 Marchés actions

Suivi macroéconomique p3
 Etats-Unis
 Europe
 Asie

Tableaux synthétiques p6
 Indicateurs macro
 Indicateurs de marchés

Flux nets de souscriptions sur les OPC et ETF de droit européen en 2019 (Mds€)



« ... les rachats sur les actions domestiques, de -73 Mds\$ pour les Américains et de -74 Mds € pour les Européens... »

Suivi des Marchés

Obligataires

Sur la semaine les rendements sont de nouveau en forte baisse impactés par la propagation du coronavirus. Aux Etats-Unis, le taux à 10 ans chute de 18 points de base (pbs) à 1,51% et la réunion du FOMC a donné lieu à un statut quo sur les taux directeurs. La Banque Centrale a uniquement réalisé un ajustement technique en rehaussant de 5pbs les taux l'IOER et RRP O/N à 1,60% et 1,50% respectivement. Les taux repo ont également augmenté de 5pbs renchérissant légèrement le coût des liquidités octroyées par la Fed. En Zone Euro, les rendements sont également en forte baisse de l'ordre de 10pbs à -0,18% en France et 0,23% en Espagne. L'Italie surperforme fortement avec un taux à 10 ans en baisse de 30pbs à 0,94% suite aux élections régionales d'Emilie-Romagne. Dans ce contexte de baisse des taux, nous cédon des obligations souveraines en vue de les racheter ultérieurement sur des taux plus élevés.

Changes

L'Euro progresse de 0,5% sur la semaine face au Dollar à 1,108 Dollar pour un Euro. Face au Sterling, la monnaie européenne se contracte de -0,4% à 0,840 Sterling pour un Euro. Enfin, l'Euro baisse de -0,3% face au Yen à 120,2 Yens pour un Euro.

Actions

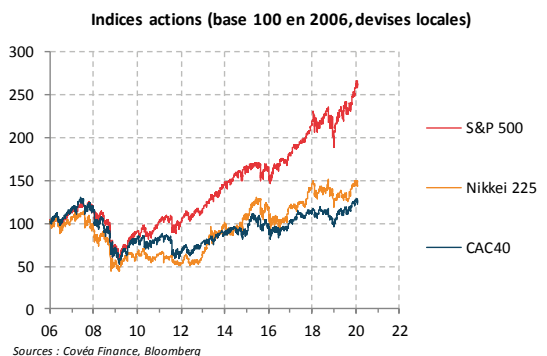
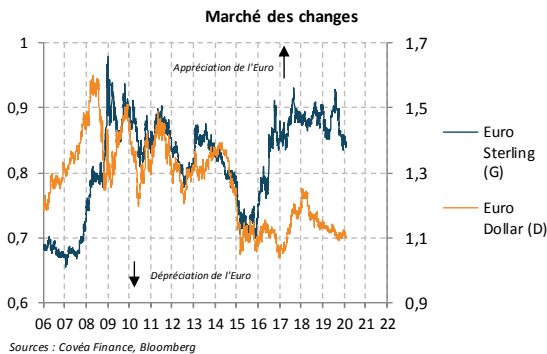
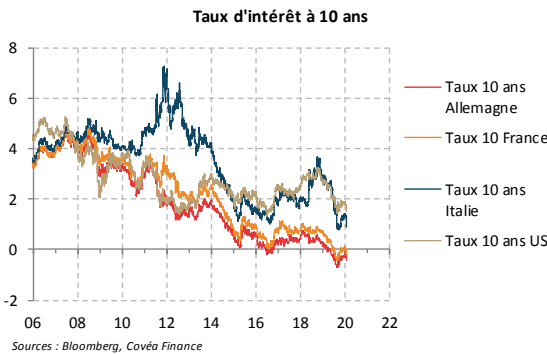
Dans un contexte d'aversion au risque lié à l'épidémie qui sévit en Chine, les marchés actions européens se sont repliés de 3,3% sur la semaine et passent donc en territoire négatif de 1,8% depuis le début de l'année (indice MSCI EMU, Union Economique et Monétaire).

D'un point de vue sectoriel, deux faits marquants se dessinent sur la semaine. D'une part, le secteur des services aux collectivités, porté par le thème d'investissement de la transition énergétique, se démarque positivement avec une surperformance hebdomadaire de -0,4% et surtout une progression de 8,9% sur le mois de janvier. D'autre part, le secteur de la technologie affiche un repli hebdomadaire de 6,5%, avec un retournement marqué du segment particulièrement cyclique des semi-conducteurs.

Par ailleurs, on constate une légère surperformance sur la semaine comme depuis le début de l'année du marché des indices pays de hors zone euro, notamment Danemark et Suisse, qui se traduit par un écart de performance en faveur du MSCI Europe (-1,3% depuis le début de l'année versus -1,8% pour le MSCI EMU).

Semaine de baisse significative en Asie, négativement impactée par la propagation du coronavirus. La Corée du Sud et Taiwan ont subi d'importants dégagements notamment dans le secteur technologique. Il en va de même pour la principale concernée, la Chine. La Thaïlande, économie la plus exposée au tourisme chinois dans la zone souffre également. L'Australie résiste bien du fait de l'importance du secteur santé dans la cote et l'Inde résiste du fait du caractère domestique de son économie.

Aux Etats Unis le S&P 500 subit également une correction accusant l'impact sur les marchés de la propagation du Coronavirus. Malgré une saison de publications de résultats assez favorable dans l'ensemble, la plupart des secteurs sont en baisse sur la semaine et surtout l'énergie dans le sillage des cours du pétrole alors que les secteurs plus défensifs résistent davantage notamment les services aux collectivités. La consommation discrétionnaire surperforme largement, bénéficiant de façon spécifique des très bons résultats d'Amazon.

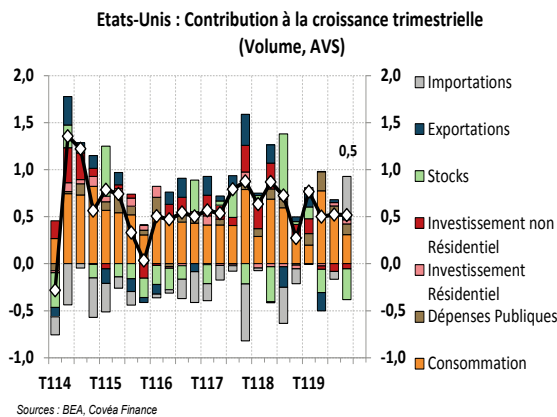


Suivi Macroéconomique

États-Unis

« Le PIB affiche une croissance sur l'ensemble de l'année 2019 de 2,3%, après 2,9% en 2018 »

L'économie américaine a maintenu un rythme de croissance stable sur la fin d'année 2019. Avec une nouvelle progression de 0,5% en glissement trimestriel au T4, le PIB affiche une croissance sur l'ensemble de l'année 2019 de 2,3%, après 2,9% en 2018. Les dépenses des ménages (consommation et investissement) sont restées le principal moteur de la croissance.



Sources : BEA, Covéa Finance

Le dynamisme de la consommation s'est néanmoins modéré sur la fin d'année avec une progression limitée à +0,4% en glissement trimestriel, contre 2% au T3. Par ailleurs, le redressement de l'investissement résidentiel amorcé au T3 s'est poursuivi en fin d'année.

Concernant l'investissement des entreprises, l'érosion de ces derniers mois s'est prolongée. Les dépenses non résidentielles s'inscrivent en repli pour le troisième trimestre consécutif. Le trimestre a également été marqué par une chute des importations de 2,3% en glissement trimestriel, la plus forte depuis 2009. Les hausses de tarifs douaniers de 15% appliquées début septembre sur près de 110 Mds\$ de biens en provenance de Chine peuvent expliquer une partie de ce recul (voir notre réaction économique du 31 janvier 2020, États-Unis: Une croissance stable malgré la faiblesse de l'investissement).

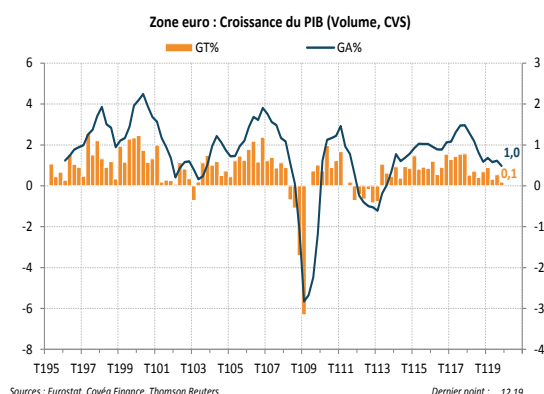
Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale américaine a maintenu le statu quo à l'unanimité lors de la réunion du FOMC de janvier,

conformément aux récentes déclarations des membres du comité. Le communiqué est quasiment inchangé par rapport à la réunion de décembre, à l'exception de la qualification de la consommation qui passe de soutenue à modérée. Le Président Jerome Powell a répété lors de la conférence de presse que la politique monétaire actuelle est appropriée, et devrait le rester en l'absence de changement significatif des perspectives. Le comité a par ailleurs décidé d'un ajustement technique (+ 5bps à 1,60%) du taux de rémunération des réserves, afin de mieux contrôler le taux effectif des fed funds qui s'approchait de la borne basse de la fourchette cible (entre 1,5% et 1,75%). Au sujet du bilan, M. Powell a estimé que le montant minimum des réserves des banques permettant une conduite efficace de la politique monétaire se situe à 1500 Mds\$.

Dans le secteur manufacturier, les commandes de biens durables ont rebondi de 2,4% en glissement mensuel en décembre, sous l'effet d'une forte hausse dans la défense (+90%). Hors défense et aviation civile, soit l'agrégat qui approche le mieux l'investissement en équipements des entreprises, les commandes reculent de -0,9% sur le mois, suggérant une dynamique toujours modeste des dépenses des entreprises. **Les indicateurs d'enquête régionaux du mois de janvier décrivent toutefois une amélioration de l'activité manufacturière.** L'indice de la Fed de Richmond passe de -5 à +20, tandis que celui de la Fed de Dallas s'établit à -0,2 après -3,2 en décembre. Concernant les ménages, les dépenses de consommation et la confiance (Michigan, Conference Board) restent bien orientées en décembre et janvier. Enfin, du côté du commerce extérieur, l'estimation préliminaire pour le mois de décembre fait état d'une dégradation du déficit en raison d'un rebond des importations, après trois mois de recul. Le Président Donald Trump a par ailleurs promulgué l'USMCA, nouvel accord commercial trilatéral qui unit les États-Unis, le Mexique et le Canada, en remplacement de l'ALENA. Le texte, déjà validé par le Congrès mexicain, doit encore être ratifié par le Congrès canadien, vraisemblablement dans les prochaines semaines.

Europe

« La croissance ralentit au quatrième trimestre »



Sources : Eurostat, Covéa Finance, Thomson Reuters

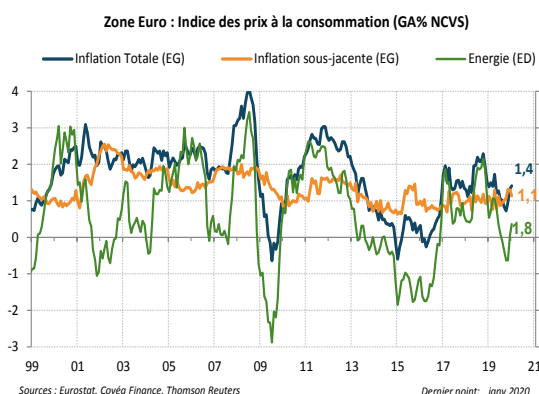
Dernier point : 12 19

En Zone euro, les données de croissance pour le quatrième trimestre confirment un ralentissement.

Selon les estimations préliminaires, l'économie n'a progressé que de 0,1% sur le trimestre, ce qui porte la croissance annuelle moyenne à 1,2%, en net ralentissement par rapport à 2019 et son plus bas niveau depuis 2013. Par pays, l'activité a reculé en France (-0,1% sur le trimestre) et en Italie (-0,3%) mais progresse en Espagne (+0,5%) et en Allemagne (où elle est estimée à 0,25%). En **France**, la demande intérieure ralentit, en lien notamment avec une décélération des investissements des entreprises et, dans une moindre mesure, de la demande des ménages. Les stocks tirent fortement l'activité à la baisse, alors que la contribution du commerce extérieur est nulle. Sur l'année, la France enregistre, en moyenne, une croissance de

Suivi Macroéconomique

1,2%. En **Italie**, la demande intérieure tire l'activité à la baisse et ce malgré une faible contribution positive des exportations. Au total, l'économie italienne stagne sur l'année, à 0,1% en moyenne. Enfin, en **Espagne**, la croissance, bien qu'en ralentissement, reste élevée à 2,0% en moyenne sur l'année. Sur le trimestre, la contribution du commerce extérieur à la croissance augmente, en lien avec une bonne performance des exportations.



L'inflation atteint 1,4% en Zone euro en janvier 2020 (+0,1 point de pourcentage sur un mois), portée par le rebond des prix énergétiques à 1,8% (+1,6 pp) alors que l'inflation sous-jacente a reculé à 1,1% (-0,2pp). Malgré cette légère progression, l'inflation reste inférieure à la cible de la BCE (inférieur mais proche de 2%). La baisse de l'inflation sous-jacente pourrait être induite par la volatilité des prix des forfaits touristiques en Allemagne qui, suite à un récent changement méthodologique, a tendance à affecter considérablement l'inflation des services. **Les données monétaires restent favorables en décembre malgré un ralentissement sur le mois.** La croissance de l'agrégat

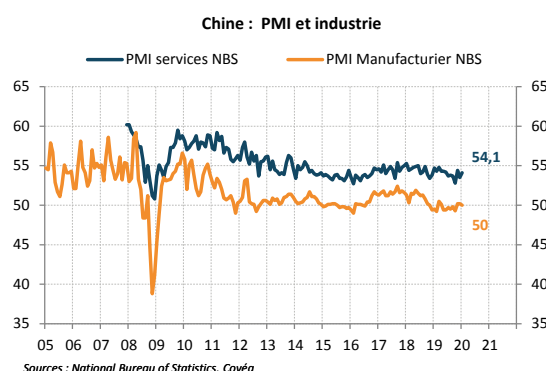
monétaire M1, considéré comme un indicateur avancé de l'activité, progresse de 8% en glissement annuel (-0,3pp par rapport à novembre). La croissance du crédit se maintient à 2%, surtout tirée par les ménages tandis que les crédits aux entreprises décèlent. En dépit du ralentissement de l'activité observé en cette fin d'année, le taux de chômage recule une nouvelle fois pour atteindre 7,4% en décembre, proche du plus bas d'avant crise de 7,3%. Sur le mois, le taux de chômage recule en Espagne, mais reste stable en Allemagne (3,2%), en France (8,4%) et en Italie (9,8%).

A l'entrée du premier trimestre, les indicateurs avancés décrivent une situation toujours dégradée dans l'industrie mais des perspectives mieux orientées. **L'indicateur de sentiment économique de la commission européenne enregistre son troisième mois consécutif de progression.** La confiance progresse dans le secteur de la construction et recule légèrement dans les services et la distribution. Elle demeure toutefois, au sein de ces secteurs, sur des niveaux relativement élevés, loin des creux enregistrés en 2008 et en 2012. Dans le secteur manufacturier, l'indicateur ne progresse que légèrement mais ses composantes les plus prospectives, notamment les perspectives de production à 3 mois et les attentes sur les nouvelles commandes à l'export, s'améliorent. En **Allemagne**, l'indicateur **IFO pour le mois de janvier recule très légèrement, à rebours de la hausse enregistrée dans les autres indices.** Sur le mois, le repli se concentre dans le secteur de la construction et des services. En revanche, le climat des affaires dans le secteur manufacturier s'améliore, tout en restant sur un niveau historiquement faible.

Au **Royaume-Uni**, la **Banque d'Angleterre (BoE) a finalement maintenu son taux directeur à 0,75%, à 7 voix contre deux, inchangé par rapport à la réunion précédente.** Les perspectives de croissance pour 2020 ont été très nettement revues à la baisse à 0,75% (contre 1,25% précédemment). Concernant la dynamique des prix, la BoE estime que l'inflation, en -dessous de la cible depuis plusieurs mois, devrait accélérer en début d'année pour se stabiliser aux environs de 1,8% en 2020 puis dépasser la cible en 2021. La Banque d'Angleterre se déclare prête à baisser ses taux en cas de ralentissement de l'activité ou d'affaiblissement des pressions inflationnistes. Côté politique, la semaine a été marquée par la sortie officielle du Royaume-Uni de l'Union Européenne et le début de la période de transition. Au cours de cette période, le Royaume-Uni aura toujours accès au marché unique et à l'union douanière mais ne participera plus au processus de décision de l'Union Européenne. Cette période de transition devrait se terminer, sauf extension, le 31 décembre 2020.

Asie et autres émergents

« Le coronavirus renforce les perspectives baissières d'activité »



En Chine, la propagation du coronavirus se poursuit et le bilan s'alourdit (362 morts et 17405 cas avérés au 3 février 2020), malgré la mise en place de mesures drastiques. Dans un contexte de ralentissement structurel de l'activité, d'endettement très élevé et de difficultés conjoncturelles, les perspectives baissières sont renforcées, notamment dans les secteurs du transport, le stockage/livraison, l'hôtellerie/restauration. L'effet du virus sur l'activité et la consommation intérieure pourrait être potentiellement plus important que lors du SRAS (perte de 2 points de PIB au T2 2003), dans la mesure où le poids des services dans le PIB est passé de 41% en 2002 à 53% en 2019 et la contribution du tertiaire à la croissance du PIB passée de 46,5% en 2002 à 59,4% en 2019. Dans ce contexte, les indices des directeurs d'achats

Suivi Macroéconomique

(PMI) manufacturier à 50 et non-manufacturier à 54,1 en janvier (contre 50,2 et 53,5 respectivement) ne reflètent pas encore la dégradation en cours et attendue de l'activité, dans la mesure où les sondages ont été réalisés avant le 20 janvier.

Au **Japon**, la production industrielle augmente de 1,3% en rythme mensuel (GM) en décembre (après -1,0% en novembre) et affiche une moindre contraction à -3% en rythme annuel (GA) en décembre (après -8,2% en novembre). L'amélioration provient du secteur automobile, des signes naissants de rétablissement des exportations et des semi-conducteurs. En revanche, les ventes au détail poursuivent leur déclin à -2,6% en GA (après 2,1% en novembre). **Même si l'activité devrait bénéficier des mesures de relance budgétaire, les perspectives restent faibles et renforcées à la baisse via les incertitudes et les effets négatifs liés au coronavirus.**

Tableaux synthétiques

INDICATEURS MACRO		août-19	sept.-19	oct.-19	nov.-19	déc.-19	janv.-20	févr.-20		
Etats-Unis	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	0,4	-0,2	-1,0	-0,7	-1,0				
	Dépenses personnelles de consommation (volume, CVS, GA%)	2,5	2,7	2,3	2,4	3,3				
	Créations / Destructions nettes d'emplois (nonfarm payrolls, milliers)	219	193	152	256	145				
	Exportations (volume, CVS, GA%)	2,2	-0,4	-0,5	0,4					
	Salaires horaires nominaux (valeur, CVS, GA%)	3,2	3,0	3,1	3,1	2,9				
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,8	1,7	1,8	2,1	2,3				
Europe	Zone euro	Crédits aux entreprises (Valeur, NCVS, M ds €)	4493,9	4479,4	4496,7	4501,4	4462,5			
		Taux de chômage (%de la population active)	7,5	7,5	7,5	7,5	7,4			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,0	0,8	0,7	1,0	1,3	1,4		
	Allemagne	IFO - Perspectives de Production à 6 mois (indice)	91,2	91,1	92,0	92,3	93,0	93,4		
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	3,4	3,6	1,7	2,8	1,2			
		Commandes à l'industrie (volume, CVS, GA%)	-6,6	-5,1	-5,7	-6,5				
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-0,6	1,6	2,3	0,1				
	France	Banque de France - Climat des affaires (indice)	98,8	95,8	98,2	97,3	96,5			
		Climat dans le secteur de la construction (indice)	10,3	11,4	13,0	14,2	14,7	14,3		
		Dépenses de consommation - Total (volume, CVS, GA%)	-0,2	0,4	-0,4	1,0	2,0			
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-1,2	0,4	-0,1	1,3				
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	4,8	1,3	-0,7	1,7				
	Italie	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-1,8	-2,2	-2,4	-0,6				
		PMI Manufacturier (Indice)	48,7	47,8	47,7	47,6	46,2	48,9		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	0,5	3,5	4,1	-0,3				
	Espagne	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	1,2	0,7	-1,3	2,1				
		PMI Manufacturier (Indice)	48,8	47,7	46,8	47,5	47,4	48,5		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-3,5	3,2	1,3	1,6				
	Royaume-Uni	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-1,7	-1,1	-0,7	-1,7				
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	2,6	2,9	3,2	0,8	0,9			
		Inflation (prix à la consommation, GA%)	1,7	1,7	1,5	1,5	1,3			
	Asie	Japon	Dépenses de consommation (volume, CVS, GA%)	1,0	10,4	-3,7	-1,4			
			Exportations (valeur, CVS, GA%)	-7,8	-4,8	-10,1	-7,4	-5,5		
			Salaires nominaux (volume, CVS, GA%)	-0,1	0,4	0,0	0,1			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,2	0,2	0,2	0,5	0,8			
		Chine	Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	4,4	5,8	4,7	6,2	6,9		
	Ventes immobilières résidentielles (volume, GA% moyen depuis le début de l'année)		0,6	1,1	1,5	1,6	1,5			
		Importations (valeur, NCVS, GA%)	-5,5	-8,1	-6,2	0,3	16,2			
Autres émergents	Brésil	Production industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,1	0,5	1,0	-0,7				
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	3,4	2,9	2,5	3,3	4,3			
	Russie	Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	2,9	3,1	2,7	0,4	2,1			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	4,3	4,0	3,8	3,5	3,0			

17/10/2019 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

CVS : données corrigées des variations saisonnières, NCVS : données non corrigées des variations saisonnières

Sources : Thomson Reuters, Covéa Finance

Tableaux synthétiques

INDICATEURS DE MARCHES			31/12/19	17/10/19	31/01/20	Variation depuis le 31/12/19 (% ou pbs)*	Variation depuis le 17/10/19 (% ou pbs)*	
Marchés obligataires	Taux directeurs (%)	Fed	1,75	2,00	1,75	0,00	-0,25	
		BCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		BOE	0,75	0,75	0,75	0,00	0,00	
		BOJ	-0,10	-0,10	-0,10	0,00	0,00	
		Banque de Corée	1,25	1,25	1,25	0,00	0,00	
		Brésil	4,50	5,50	4,50	0,00	-1,00	
		Russie	6,25	7,00	6,25	0,00	-0,75	
		Inde	5,15	5,15	5,15	0,00	0,00	
		Chine	4,35	4,35	4,35	0,00	0,00	
		Taux souverains 10 ans (%)	Etats-Unis	1,92	1,75	1,51	-0,41	-0,25
	France OAT		0,12	-0,11	-0,18	-0,29	-0,06	
	Allemagne		-0,19	-0,41	-0,43	-0,25	-0,03	
	Italie		1,41	0,89	0,94	-0,48	0,05	
	Royaume-Uni		0,82	0,68	0,52	-0,30	-0,15	
	Japon		-0,01	-0,15	-0,07	-0,06	0,09	
	Corée du Sud		1,63	1,58	1,56	-0,06	-0,02	
	Brésil		6,72	6,56	6,71	-0,01	0,15	
	Russie	6,28	6,59	6,22	-0,06	-0,37		
	Indice crédit	Indice IBOXX Eur Corporate	237,7	237,8	240,5	1,18	1,13	
Marchés des changes	Contre euro (1 € = ...devises)	Dollar	1,12	1,11	1,11	-1,3	-0,4	
		Sterling	0,85	0,87	0,84	-0,8	-3,0	
		Yen	122,0	120,7	120,2	-1,5	-0,5	
	Contre dollar (1\$ = ... devises)	Won	1155	1179	1197	3,7	1,6	
		Real brésilien	4,0	4,2	4,3	6,5	2,7	
		Rouble	62,0	64,2	63,8	2,9	-0,6	
		Roupie indienne	71,2	71,1	71,6	0,5	0,6	
		Yuan	7,0	7,1	6,9	-0,8	-2,4	
Marchés actions	Devises locales	Etats-Unis - S&P	3231	2998	3226	-0,2	7,6	
		Japon - Nikkei 300	352	331	344	-2,3	4,1	
		France - CAC 40	5978	5673	5806	-2,9	2,3	
		Allemagne - DAX	5971	5647	5791	-3,0	2,5	
		Zone euro - MSCI EMU	132	127	129	-1,8	2,3	
		Royaume-Uni - FTSE 100	7542	7182	7286	-3,4	1,4	
		Corée du Sud - KOSPI	2175	2078	2148	-1,2	3,4	
		Brésil - Bovespa	118573	105016	113761	-4,1	8,3	
		Russie - MICEX	3076	2749	3077	0,0	11,9	
		Inde - SENSEX	41254	39052	40723	-1,3	4,3	
		Chine - Shanghai	3050	2977	3075	0,8	3,3	
		Hong Kong - Hang Seng	28190	26848	26313	-6,7	-2,0	
	MSCI - BRIC	1129	1030	1082	-4,1	5,0		
	Euro	S&P (€)				1,2	8,0	
		Nikkei 300 (€)				-0,8	4,6	
		FTSE 100 (€)				-2,6	4,6	
	Matières premières	Agricoles	Mais (centimes de dollar par boisseau)	388	395	381	-1,7	-3,4
			Indice CRB**	402	394	404	0,6	2,5
		Energétiques	Pétrole (Brent, \$ par baril)	66	60	58	-11,9	-2,9
Métaux précieux		Prix de l'once d'Or	1523	1498	1583	3,9	5,6	
		Prix de la tonne de cuivre	6174	5739	5567	-9,8	-3,0	

*Variations en points de base (pbs) pour les taux souverains et les taux directeurs

**CRB : Indice des prix de 22 matières premières industrielles (59,1%) et alimentaires (40,9%). Cet indice n'inclut pas les prix de l'énergie.

17/10/2019 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document. Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.